

# le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

*Anne-Catherine Lyon, chef du Département de la formation de la jeunesse et de la culture, quittera le Conseil d'Etat vaudois en 2017. Nous ne la pleurerons pas, tout en sachant qu'il y a encore des dégâts à faire et que, surtout si son successeur est lui aussi socialiste, l'école vaudoise pourrait bien tomber de Charybde en Scylla.*

*On se souvient que la LEO (loi sur l'enseignement obligatoire), présentée comme contre-projet à l'initiative «réactionnaire» Ecole 2010 – sauver l'école, avait été, le 4 septembre 2011, adoptée par les Vaudois à une large majorité. Cette victoire du progressisme sur l'obscurantisme avait été acquise, notamment, grâce à la veulerie des partis dits de droite – à la notable exception de l'UDC – et à l'inadmissible engagement, jusque dans la rue, de la quasi-totalité du Conseil d'Etat, pourtant payé par le contribuable pour veiller au bien commun et non à la promotion de l'idéologie socialiste en matière d'instruction publique.*

*Le 14 septembre, soit trois ans après l'entrée en vigueur de la LEO, Mme Lyon a présenté à la presse et à un public composé de syndicalistes, de députés et de représentants d'associations professionnelles un premier bilan, positif bien entendu. Son principal titre de gloire est d'avoir vaincu la «stigmatisation» dont étaient victimes, dans l'ancien système, celui des trois filières du secondaire inférieur, les élèves de la voie secondaire à options; en d'autres termes, les élèves les moins adaptés aux exigences d'une école vaudoise qui, bien à tort, méprise les métiers manuels. Grâce à la suppression de la VSO et à la mise en place d'un système à deux voies – pré-gymnasiale pour les «meilleurs» et générale pour les autres –, les anciens «stigmatisés» ne sont plus censés l'être, ce qui – c'est nous qui le disons – devrait flatter considérablement leur ego. Las! Comme on ne peut pas pousser, dans une voie générale hétérogène, le souci de l'égalité jusqu'à imposer dans toutes les disciplines le même degré de difficulté à tous les élèves, on a introduit en français, mathématiques et allemand deux niveaux. Pour les élèves qui suivent les cours de niveau 2 dans toutes les branches (222), tout va bien. Ils peuvent même rêver de rejoindre un jour la «crème» de pré-gymnasiale. Pour les 221, ça ne va pas trop mal non plus: le risque de se retrouver maçon, boulanger ou plombier est faible. Pour les 211, ça commence à sentir le roussi, et pour les 111, c'est la «stigmatisation» assurée. Mais Mme Lyon, perdue dans le monde pédagogue, n'y voit ou ne veut y voir que du feu.*

*Entre autres griefs, la question de ces victimes du système, issues le plus souvent de milieux défavorisés, a été soulevée, hasard ou volonté, par une lettre ouverte signée de trente maîtres de l'Etablissement primaire et secondaire de Prilly et publiée par **24 heures**<sup>1</sup> le jour même où le chef du DFJC présentait son bilan positif.*

*Nous avons lu avec intérêt cette lettre, qui confirme tout ce qu'avaient prédit les partisans d'Ecole 2010 – sauver l'école, et qui, depuis, aurait reçu l'appui de plus de 20% du corps enseignant de l'école obligatoire de notre canton.*

*Il est vrai que cette missive dénonce avec lucidité les tares de la LEO. Toutefois, nous avons quelque peine à plaindre ses auteurs et leurs partisans quand nous y lisons ces morceaux de bravoure, qui relèvent de la confession de foi:*

1. Comme vous, la plupart d'entre nous ont cru loyalement au projet scolaire que vous avez porté. Nous partagions et nous partageons encore ses objectifs initiaux: réduction de l'inégalité des chances, de la marginalisation des plus vulnérables, souci de l'intégration d'élèves venant de milieux sociaux et d'horizons géographiques très différents, exigences d'un transfert du savoir correspondant à une société et à une époque de plus en plus rudes. Nous avons appliqué cette loi et vos instructions, sachant que tout changement requiert du temps et de l'adaptation. Mais l'évidence est là et elle se renforce année après année: cette réforme ne fonctionne pas, particulièrement pour les élèves les plus vulnérables.

2. La plupart des soussignés partagent vos valeurs et vos idéaux.

*Au fond, tous ces «rebelles», si déçus et frustrés soient-ils, n'ont rien vu des causes réelles du mal et seront les premiers à soutenir, au nom de valeurs et d'idéaux partagés, l'introduction de la voie unique, quand le successeur d'Anne-Catherine Lyon franchira le pas sur l'air de «Je vous ai compris».*

Mariette Paschoud

<sup>1</sup> <http://www.24heures.ch/vaud-regions/Mme-Lyon-l-Ecole-vaudoise-va-mal/story/23602717>.

## Eglises de mauvaise foi

Il y a quelques semaines, le Grand Conseil vaudois a approuvé une initiative visant à interdire la mendicité sur tout le territoire cantonal. Cette décision, qu'on évitera de qualifier de *courageuse* – elle a été adoptée de manière quasiment fortuite, par un concours de circonstances lié à la dispersion des votes et à quelques abstentions – et qui risque d'ailleurs de ne pas être appliquée par certaines autorités communales, a été accueillie par un concert de hurlements indignés de la part du ban et de l'arrière-ban de la gauche bien pensante et moralisatrice. A cette sinistre chorale de vieux complexés, de jeunes paumés et d'intellectuels frelatés est venue se rallier l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, qui a diffusé un communiqué de presse dont la malhonnêteté intellectuelle nous a fait bondir:

*Lorsque Calvin interdit la mendicité à Genève, il crée en même temps l'Hospice général. La pratique de l'Eglise, même la plus rigoureuse, ne laissait pas les mendiants sur le carreau... [sic!] L'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) a ainsi été étonnée de la décision du Grand Conseil d'une même interdiction sur tout le territoire vaudois, sans aucune mesure d'accompagnement [re-sic!].*

Il faut être un fieffé menteur pour affirmer, comme le font les communicateurs de l'EERV, que les autorités laissent certaines personnes «sur le carreau» et ne prennent «aucune mesure» pour aider les individus démunis! Alors que la Suisse connaît déjà des systèmes de protection sociale parmi les plus développés du monde, le Canton de Vaud a poussé le perfectionnisme jusque dans ses derniers retranchements en élaborant un «filet social» encore plus étendu et plus généreux que la moyenne helvétique. Des étrangers établis chez nous, bien que de condition modeste, déclarent que *l'aide sociale est trop élevée en Suisse et qu'elle n'encourage pas les gens à travailler*. Mais sans doute les communicateurs de l'EERV choisissent-ils soigneusement les étrangers qu'ils veulent écouter, afin d'éviter d'entendre des jugements susceptibles de venir troubler leurs confortables certitudes moralisatrices.

De plus, le communiqué de presse de l'Église vaudoise fait comme si les mendiants qui sévissent dans notre région étaient simplement «des pauvres». Pas un mot sur les réseaux claniques étrangers qui organisent cette mendicité pour s'enrichir – et non pour survivre, car ils ne manquent de rien. Les communicateurs de l'EERV ne peuvent pas ignorer cela. C'est donc bien de la mauvaise foi, une volonté délibérée de fausser la vérité.

Pire, la suite du communiqué laisse entendre que les Églises contribuent activement au financement de ces réseaux:

*Les Églises s'engagent dans de nombreux projets visant à proposer aux pauvres des chemins d'intégration. (...) Dans les pays d'origine de certains mendiants, elles soutiennent des projets autour de l'éducation, du logement et de la création d'emploi.*

Nous l'avons déjà dit: le meilleur moyen d'éliminer la mendicité est que plus personne ne donne quoi que ce soit, plus le moindre kopek, jusqu'à ce que les mendiants, étranglés financièrement, disparaissent de nos rues. Nous en venons maintenant à nous demander si le même traitement ne devrait pas être appliqué aux Églises lorsque celles-ci ne se préoccupent pas de notre salut, ni même, à titre subsidiaire, de «nos» pauvres gens (dans tous les sens du terme).

En tous les cas, s'il vous vient l'envie de donner quelque obole à la paroisse que vous fréquentez, renseignez-vous toujours précisément sur l'usage qui en sera fait.

*Pollux*

\*\*\*\*\*

## Le mystère de la troisième tour

Quinze ans après les événements tragiques qui ont endeuillé toute l'Amérique, il subsiste un mystère relatif à l'effondrement subit, à 17h20 le 11 septembre 2001, de la **troisième tour** (World Trade Center 7).

Cette tour, construite sur huitante et un piliers, s'est effondrée sur elle-même de façon parfaitement symétrique, comme si tous ses piliers s'étaient brisés en même temps, alors même qu'elle n'avait pas été percutée par un avion.

Le rapport officiel publié en 2014, et qui comporte quelque six cents pages, ne traite que de l'attentat contre les deux premières tours et passe la chute de la troisième sous silence. Le rapport du NIST (National Institut for Standards and Technology) publié en 2008, soit encore pendant la présidence de Bush (qui était donc le chef hiérarchique de cette agence), conclut à l'hypothèse d'une rupture du pilier n° 79 à cause de l'incendie. Mais cette hypothèse est très improbable, compte tenu de l'effondrement symétrique du bâtiment.

Reste l'hypothèse d'une démolition contrôlée qui a les faveurs de nombreux scientifiques, mais qui gêne à ce point le pouvoir établi que les ingénieurs en génie civil qui ont osé publier le résultat de leurs expertises sont qualifiés de *conspirationnistes* ou de *complotistes*.

Le *Littre* connaît les *comploteurs* et les *conspirateurs*; ce sont ceux qui ourdissent des complots, qui organisent des conspirations. On désigne maintenant du nom de *complotiste* celui qui imagine de sombres complots qui n'existent que dans son imagination pervertie par une idéologie absurde. Sachant le sort réservé par la presse, généralement proche du pouvoir, et par l'opinion publique (qui pense rarement) aux recherches et aux travaux qui remettent en question les thèses officielles, les experts en génie civil *complotistes* préfèrent se taire, même

s'ils sont probablement plus nombreux et dans tous les cas plus intelligents ou mieux renseignés que les autres.

L'historien suisse Daniele Ganser et l'ingénieur en génie civil EPFZ Jörg Schneider ont eu l'imprudence de publier le résultat de leurs recherches sur la chute du WTC7: la troisième tour s'est effondrée, probablement, par **démolition contrôlée**. Les voici qualifiés de complotistes, chassés des universités où ils enseignaient et brocardés dans la presse comme d'aimables doux dingues.

Il ne faut pas oublier que la chute des tours jumelles de New York, organisée et exécutée par seulement dix-neuf islamistes à la solde de Ben Laden, a été le *casus belli* justifiant l'entrée en guerre des Etats-Unis et de ses alliés contre l'Afghanistan, et les dizaines de milliers de morts qui en furent la conséquence.

Or, si la troisième tour, entièrement évacuée, a été démolie par une opération de *controlled demolition*, pourquoi les deux premières ne se seraient-elles pas effondrées pour la même raison, et les avions n'y auraient-ils pas joué qu'un rôle de leurre? C'est dès le moment où vous concevez (et surtout où vous publiez) une telle hypothèse que vous devenez un *complotiste* et que vos travaux perdent tout crédit en un instant, quand bien même vous étiez dans votre domaine un expert de renommée mondiale.

Il serait insupportable à l'opinion publique américaine, et même au monde entier, d'admettre que les trois mille Américains morts à New York dans l'effondrement des tours ont pu périr avec la complicité du gouvernement américain qui était au courant et qui a laissé faire (let it happen) ou, pire encore, par une opération conduite sur ordre du gouvernement américain (make it happen)! Certains esprits tourmentés ont déjà évoqué la passivité ou la complicité du gouvernement dans l'attaque de Pearl Harbour et dans l'assassinat de John Kennedy. Ces hypothèses sont si choquantes qu'elles ne devraient même pas être énoncées comme des éventualités.

Il faudrait donc que l'article 261<sup>bis</sup> du Code pénal soit complété par un paragraphe qui réprime *celui qui niera que l'effondrement de la troisième tour a été causé par l'incendie d'un seul des huitants et un piliers soutenant le bâtiment, incendie provoqué par des débris projetés par les deux tours jumelles, elles-mêmes entièrement démolies par la collision sur les bâtiments de deux avions dont on n'a rien retrouvé*.

Plus sérieusement: je ne suis pas qualifié pour trancher entre la thèse officielle et celle des sceptiques. Il suffit de chercher sur Google **WTC7** pour y trouver des centaines de pages qui défendent les théories *complotistes* ou s'en moquent. Il n'empêche que le public ne fait plus systématiquement et aveuglément confiance à ses hommes politiques. Certains, comme Cahuzac, ou Sarkozy, se font prendre les doigts dans le pot de confiture. D'autres étaient peut-être de bonne foi quand ils ont colporté des mensonges, telle la légende des *bébés du Koweït* ou celle des *armes de destruction massive*, mensonges qui ont servi de prétexte à des guerres sanglantes, dont le véritable enjeu était et reste la répartition des ressources pétrolières et la santé de l'industrie d'armement. Ces objectifs, tout louables qu'ils sont, parlent peu aux mères qui voient leurs fils partir à la guerre. Une action horrible de l'ennemi va doper leur patriotisme.

Il n'y a pas de *complot*, pas de manœuvres souterraines et cachées. Le pouvoir en place, aux Etats-Unis, vise **ouvertement** à la sujétion des nations européennes, à la mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient et *in fine* à l'hégémonie mondiale. Il suffit de poser cette grille de lec-

ture sur le soutien américain à Israël et à l'Arabie séoudite qui soutient Daech, sur les armes livrées aux rebelles dits «modérés» en Syrie, sur les tentatives de diaboliser le président Bachar El Assad, sur la destruction des structures étatiques en Libye et en Irak par l'assassinat de leurs dirigeants, sur les critiques formulées contre le président Poutine: tout concorde. Rien n'est secret, tout est visible à l'œil nu.

*Claude Paschoud*

\*\*\*\*\*

## Immigration de masse

*«C'est en croyant de cœur qu'on parvient à la justice, et c'est en confessant de bouche qu'on parvient au salut.»*

*St. Paul, Epître aux Romains, chap. X, verset 10.*

Marine Le Pen a parfaitement raison de refuser un principe de la pratique européenne en matière d'immigration, savoir la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union. Chaque peuple, dès lors qu'il est souverain, doit rester maître de l'immigration, surtout lorsque celle-ci est massive et de surcroît musulmane. Mais là encore, le droit international paralyse l'exercice normal des souverainetés étatiques, puisque la Charte des Nations Unies proscribit toute discrimination de race, de langue ou de religion. C'est un prétexte, on le sait, à l'établissement de lois scandaleuses sur le prétendu «mariage» homosexuel, les manipulations génétiques, sans oublier la décriminalisation de l'avortement. En entrant dans les Nations Unies, la Suisse a donc porté une atteinte grave à sa propre souveraineté, et l'on sait quelle politique d'équilibriste pratique le Conseil fédéral en la matière pour ne pas heurter de front les instances européennes, ceci quand bien même l'Union européenne n'est pas un Etat et que notre pays ne fait pas partie de cette Union. On peut, à ce propos, parler d'anarchie par le droit: celle-ci est voulue par toutes les autorités internationales, et lâchement admise par une classe politique suisse largement acquise à la cause anti-souverainiste.

Cependant, pour bien comprendre la gravité de ce phénomène, à long terme, et donner un surcroît de sens à des réactions populaires souvent insuffisamment éclairées mais très sensibles aux torts causés effectivement aux peuples, dont les nôtres en Suisse, force est de dépasser le niveau politique et d'aborder la question de l'immigration de masse actuelle sous l'angle spirituel. N'ayons pas peur des mots: ce problème est lié, qu'on le veuille ou non, à un mal caché de l'Occident: son athéisme public légalisé.

L'Eglise, en effet, enseigne ceci par la voix de Léon XIII: «Les hommes, (...) unis par les liens d'une société commune, ne dépendent pas moins de Dieu que pris isolément; autant au moins que l'individu, la société doit rendre grâce à Dieu. (...) Quant à décider quelle religion est la vraie, cela n'est pas difficile à quiconque voudra en juger avec prudence et sincérité.»<sup>1</sup> Dans une lettre encyclique antérieure sur la secte des francs-maçons, le même Souverain Pontife donnait ces précisions: «(...) La grande erreur du temps présent (...) consiste à reléguer au rang des choses indifférentes le souci de la religion, et à mettre sur le pied de l'égalité toutes les formes religieuses. Or, à lui seul, ce principe suffit à ruiner toutes les religions, et particulièrement la religion catholique, car, étant la seule véritable, elle ne peut, sans subir la dernière des injures et des injustices, tolérer que les autres religions lui soient égalées.»<sup>2</sup> Il n'est donc pas contestable que le droit moderne, tant national qu'international, et même cantonal (pour le Valais en tout cas), est athée dans la mesure où il ne traite jamais la vraie reli-

gion, et donc Dieu, comme il le doit. Cette faute est extrêmement grave. Les chrétiens, clercs et laïcs, ne la dénoncent même plus, quand ils la connaissent!...

Là est la gravité du mal en Occident. Nous prétendons être chrétiens et nous nous imaginons que nous n'avons pas l'obligation de proclamer notre foi, si odieusement mise en cause. Car elle l'est, et par des Etats où les chrétiens sont encore majoritaires. L'offense à Dieu est évidente. «(...) Sans une telle profession [de foi], nous révoquons tacitement ce que nous avons dit par le ministère de ceux qui nous ont prêté leur voix [à notre baptême] pour nous faire entendre; nous les démentons, et nous nous démentons nous-mêmes. Du moins nous rendons notre foi suspecte, et nous faisons cette injure à la religion où l'Eglise nous a associés et incorporés, de ne plus oser prendre son parti ni lui marquer notre attachement dès que notre raison développée peut en discerner la vérité, et que nous nous trouvons en état de l'honorer par notre propre témoignage. (...) Car, dit Saint Chrysostome, il ne faut pas seulement réputer pour traître à sa religion celui qui l'abandonne ouvertement en appuyant le mensonge, mais celui qui ne la confesse pas hautement en soutenant la vérité.»<sup>3</sup>

Le lien avec l'actuelle immigration de masse, sciemment non maîtrisée, me paraît évident. L'athéisme du droit moderne séculier poursuit sa marche en avant jusqu'à vouloir détruire toute trace de christianisme en Europe, au besoin en prenant appui sur l'islam. Celui-ci est en quelque sorte la vengeance de Dieu. L'histoire en a connu d'autres: la destruction, par les Romains païens, du royaume d'Israël quarante ans après le déicide et les invasions barbares à la suite des persécutions des chrétiens par la Rome païenne.

*Michel de Preux*

<sup>1</sup> Léon XIII, encyclique *Immortale Dei* du 1er novembre 1885.

<sup>2</sup> Léon XIII, encyclique *Humanum Genus* du 20 avril 1884.

<sup>3</sup> Bourdaloue, sermon pour le XX<sup>e</sup> dimanche après la Pentecôte.

\*\*\*\*\*

## Préférence étrangère

Les cerveaux socialistes fourmillent d'idées absurdes déguisées en bons sentiments. C'est ainsi que deux députés au Grand Conseil bernois «issus de l'immigration» ont déposé un postulat visant à donner, à dossier égal, la préférence à des enseignants eux aussi «issus de l'immigration» lors de l'engagement de nouveaux maîtres, afin de faciliter la coopération entre les familles immigrées et l'école.

Cette proposition qui, fort heureusement, s'est heurtée à la ferme opposition des responsables de l'instruction publique fait apparaître le caractère incohérent de l'idéologie socialiste et de ses grands prêtres.

Alors que les socialistes et la gauche en général se veulent les champions de la lutte pour l'égalité et contre la discrimination, il se trouve deux d'entre eux – qui n'ont pas été désavoués par leur parti autant qu'on sache – pour rejeter la première et préconiser la seconde simplement parce qu'on se trouve devant un problème causé par l'immigration.

Pourquoi, pendant qu'on y est, ne pas ajouter carrément l'apartheid à la discrimination dite positive en créant des classes exclusivement formées de jeunes étrangers, qui seraient prises en charge par des maîtres d'origine étrangère dotés d'une formation spéciale, dans des bâtiments scolaires particulièrement modernes et bien équipés?

D'autre part, puisque, apparemment, la gent socialiste tient à favoriser le communautarisme aux dépens de l'assimilation, il conviendrait aussi de classer les bénéficiaires de sa sollicitude par origines et religions, et de les instruire séparément.

On n'en est pas encore là, Dieu merci, mais il faut rester vigilant, car ce genre de proposition ne peut que susciter l'approbation des associations de soutien aux «migrants» et autres groupes de défense des droits des minorités, dont le pouvoir d'influence n'est de loin pas négligeable.

Que ce soit dans le canton de Berne ou ailleurs, il convient de nommer les enseignants sur la base de leurs capacités et de leur formation, quelle que soit leur origine. De même, il faut que les écoliers «issus de l'immigration» soient répartis dans les classes de manière équilibrée, afin qu'ils s'adaptent le plus rapidement possible aux us et coutumes de leur pays d'accueil.

Personne ne me fera croire que tous les enseignants d'origine étrangère sont aptes à entretenir de bonnes relations avec les parents de «migrants» et que tous les professeurs autochtones sont inaptes à le faire.

Il ne faut pas oublier non plus que l'attitude des parents d'élèves joue un rôle important dans la qualité des relations avec l'école. L'arrogance de certains d'entre eux, toutes origines confondues, est tout simplement insupportable. Ce n'est pas en donnant à une catégorie de familles l'impression qu'elles ont droit à davantage d'égards que les autres qu'on améliorera la situation.

*M.P.*

\*\*\*\*\*

## Balle au centre

On parle souvent d'échiquier politique, ce qui, symboliquement, évoque un affrontement quasi guerrier. A gauche, les forces progressistes et à droite les armées conservatrices. On croirait presque voir émerger de la mêlée quelques chevaliers en armure. Sur le flanc gauche, le sire de Maillard, accompagné du comte de Levrat. Attaquant par la droite, le baron von Blocher et sa suite.

S'il est vrai que la politique nous réserve parfois de beaux affrontements, il existe un mouvement naturel des partis qui les pousse de la gauche vers la droite. Les radicaux étaient au XIX<sup>e</sup> siècle à gauche de l'hémicycle. Poussés par le parti socialiste d'extrême gauche, ils ont glissé vers le centre-droite.

Mais finalement, qu'est-ce que cela signifie «être à gauche» ou «être à droite» et quels sont les objectifs de chacun des deux côtés?

Ce qu'on constate surtout c'est que les forces de gauche visent le changement, parfois radical, des paramètres du système, alors que celles de droite cherchent plutôt la conservation des acquis. Etant donné que la droite d'aujourd'hui est la gauche d'hier, il est normal qu'elle veuille préserver ce qu'elle a conquis de haute lutte, de même qu'il est naturel que la gauche recherche de nouveaux progrès.

Aujourd'hui, on vit bien en Suisse. Le système social est efficace et il faut bien admettre qu'il est à mettre essentiellement au crédit des partis de gauche. On pourrait s'attendre à ce que ces

partis deviennent donc des partis conservateurs et glissent vers la droite de l'hémicycle. Or il n'en est rien. Peut-être en raison de l'absence de nouveaux mouvements d'extrême gauche ayant quelque chose à proposer, il semble que le paysage politique se soit figé. On assiste, de la part du parti socialiste en particulier, à une espèce de surenchère du dogmatisme qui donne lieu à toutes les dérives. C'est particulièrement criant dans le domaine de la paix du travail. Ce système de négociation et de conventions collectives, qui permet à la Suisse de bien se porter depuis des décennies, est mis en péril par cette gauche qui cherche le coup d'éclat à la française plutôt que l'efficacité de la discussion raisonnable. Le message semble se résumer à «plus d'Etat et sus aux riches»; c'est tout de même un peu léger.

La droite n'est pas exempte de défauts considérables. La droite ultralibérale est mondialiste et sacrifiera notre identité sur l'autel de la main-d'œuvre immigrée bon marché, de la rentabilité des capitaux propres et du bénéfice avant impôt. La droite agrarienne, toute pleine de sagesse paysanne qu'elle est, nous casse les bonbons en pondant toutes les trois semaines une initiative «populaire» provocante et mal ficelée, dont l'unique objectif est électoraliste, et qui dans certains cas nous explose à la figure. Et on passera rapidement sur le centre mou, ni pour ni contre bien au contraire.

Le système de démocratie semi-directe est probablement un des meilleurs à l'heure actuelle, mais nos édiles devraient prendre conscience que leur rôle est d'œuvrer au bien commun, et que cela implique réflexion à long terme, négociation avec ses opposants et recherche de solutions consensuelles. L'initiative populaire devrait être réservée aux propositions individuelles et les partis gouvernementaux ne devraient pas être autorisés à en faire usage. Ils ont des représentants au Parlement pour faire valoir leurs idées.

On ne s'étonne finalement pas que la Belgique et l'Espagne, toutes deux privées durant de longs mois de nouveaux gouvernements, ne s'en soient pas portées plus mal. Pas de frénésie législative, pas de modification des règles fiscales, pas de participation à des conflits armés... La stabilité en somme.

*Michel Paschoud*

\*\*\*\*\*

## Robert Moulin

Nous avons reçu le dernier opus de Jean-Philippe Chenux consacré à *Robert Moulin et son temps*<sup>1</sup>. Le temps nous manque pour rendre compte de cet ouvrage de neuf cent vingt pages, qui ne se lit pas d'une traite comme un roman policier, mais qui se déguste comme une friandise, chapitre par chapitre. La densité des informations et les notes de bas de page en font une œuvre de bénédictin comme l'auteur a coutume d'en produire, quel que soit le sujet traité.

La vie du colonel Moulin, professeur, conférencier, engagé dans tous les combats politiques de l'entre-deux-guerres, la plupart du temps aux côtés de la Ligue vaudoise, fait revivre des épisodes d'histoire contemporaine et des acteurs que nous avons connus de près, parmi lesquels Marcel Regamey, Alphonse Morel, Jules Faure et bien d'autres.

En lisant les pages consacrées aux grands débats politiques auxquels Moulin a prêté son immense talent, on mesure l'affadissement de la conscience civique aujourd'hui. Plus de grandes assemblées publiques à la salle des Cantons où la Ligue vaudoise réunissait sans coup férir trois cents personnes, plus de controverses journalistiques musclées... notamment parce que plus de journaux de partis. Les débats contradictoires sont limités aujourd'hui aux commentaires laissés sur internet, aux réactions de vos amis Facebook.

Robert Moulin, père du journaliste Jean-Pierre Moulin, est mort prématurément à l'âge de cinquante-deux ans, avant la fin de la guerre. Nul doute que le canton de Vaud a perdu, en 1942, un homme exceptionnel, dont le charisme nous manque.

*C.P.*

<sup>1</sup> Préface de Jean-Jacques Langendorf, éditions Infolio, fr. 49.-.

\*\*\*\*\*

## Bricoles

### Sortir du nucléaire

Nous vivons une époque formidable car nous sommes entourés de bons apôtres qui nous démontrent, preuves indiscutables à l'appui, que l'électricité produite par les centrales nucléaires pourrait être fournie par d'autres installations, comme les éoliennes par exemple, pour autant qu'on diminue sa consommation par trois, et qu'on soit disposé à payer l'énergie sept fois plus cher qu'aujourd'hui.

A vrai dire, le consommateur ne devrait pas vraiment payer sept fois plus, car les investissements nécessaires à la construction des éoliennes ont été largement subventionnés par la collectivité, soit par les impôts de tous, et l'amortissement de ces bruyantes horreurs de béton n'aura plus besoin d'être répercuté sur le prix du kilowatt-heure vendu.

Mais il faudrait néanmoins se serrer la ceinture au niveau de la consommation. Personne n'y est vraiment décidé. Et si les chauffages électriques étaient interdits, ou limités, avec quoi se chaufferait-on? Mazout, charbon, bois? Bonjour la pollution! Eoliennes, panneaux solaires? Aucune rentabilité sous nos latitudes, sauf à comptabiliser à rien l'investissement initial.

Votons résolument NON le 27 novembre! (*cp*)

### Alstom Belfort: l'astuce

Le gouvernement français a découvert comment sauver l'usine Alstom de Belfort, qui devait fermer prochainement faute de rentabilité. L'Etat français a passé commande de quarante locomotrices TGV dont la SNCF n'a pas besoin pour 700 millions d'euros. Ces locomotrices seront en partie destinées à remplacer les motrices Corail sur les lignes «normales», ce qui va faire diminuer d'autant les commandes aux usines de Reichshoffen, en Alsace. En somme, on déshabille Pierre pour habiller Paul.

Contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, la commissaire européenne à la concurrence n'y voit pas d'obstacle: «Non, nous n'avons bien sûr jusqu'à présent aucune inquiétude, ce dossier n'est pas sur notre bureau. Et s'il n'y a pas de dossier, il n'y a pas de décision dans les tuyaux», a-t-elle dit en marge d'une conférence à Florence, ce qui n'est, en réalité, pas aussi rassurant que la France veut bien se l'imaginer.

Deux questions: 1) s'il a fallu dépenser 700 millions pour acquérir des trains inutiles, aux seules fins de sauver sept cents emplois, n'aurait-il pas été plus simple de distribuer une prime de départ d'un million à chaque ouvrier pour qu'il se trouve un nouveau travail? et 2) les 700

millions devront-ils grever les comptes de campagne du candidat Hollande lors de l'élection présidentielle, à supposer qu'il soit dans la course? (cp)

## **Donald vs Hillary**

La presse presque unanime a pris parti contre Donald Trump, lequel a pourtant, nous affirme Uli Windisch sur son site [«lesobservateurs.ch»](http://lesobservateurs.ch), *un vrai programme politique extrêmement intéressant, réaliste, prometteur, nécessaire et susceptible de résoudre bien des problèmes et d'éviter des catastrophes.*

En face de lui, Hillary Clinton la corrompue, fautrice de guerre et donc responsable de milliers de morts, menteuse mécanique, tricheuse, vénale, prête à tout et avide d'argent...

Lors des débats entre les deux candidats, il n'a été question que de fesses et de cul, comme si le peuple américain avait principalement besoin d'un président aux mœurs raffinées et au langage châtié ou d'une présidente dont le mari aurait toujours été fidèle. Et s'il faut, pour déstabiliser un candidat, ressortir une interview vieille de onze ans, dans laquelle il raconte (ce n'est pas glorieux, mais c'est probablement vrai) que certaines femmes sont prêtes à tout accepter d'un homme s'il est une star, c'est qu'on n'a rien de plus grave à lui reprocher.

Dans le programme de Donald Trump, le point le plus important, à mon avis, est que s'il est élu président, il cessera immédiatement d'intervenir dans le monde entier pour imposer l'*American way of life*. Les grandes sociétés pétrolières le lui permettront-elles? C'est une autre question. (cp)

## **L'homme de la situation**

Grâce à l'appui unanime du Conseil de sécurité, l'ancien premier ministre portugais Antonio Guterres, qui fut haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés jusqu'au 31 décembre 2015, succédera à l'actuel secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Aussitôt connue l'excellente nouvelle, et avant même la ratification de ce choix par l'Assemblée générale de l'organisation, M. Guterres a eu droit à un concert de louanges.

Ban Ki-Moon a fait part de sa certitude «qu'il continuera à porter le flambeau sur tous les défis-clés, du renforcement des opérations de maintien de la paix au développement durable, à la défense des droits de l'homme et à l'allègement des souffrances humanitaires [sic]».

De quoi parle au juste M. Ban? Lui et ses prédécesseurs auraient-ils obtenu un quelconque succès dans ce vaste programme? Ça se saurait!

Pour l'ambassadeur russe à l'ONU Vitali Tchourkine, «c'est quelqu'un qui parle à tout le monde, qui écoute tout le monde, qui dit ce qu'il pense, il est très ouvert (...)».

On l'espère pour Vladimir Poutine.

Quant à l'ambassadeur de France, il pense que M. Guterres est «capable de rassembler les nations et la communauté des nations».

Ah bon! Les nations qui composent l'ONU ne seraient donc pas unies?

Qu'importe! Avec Antonio Guterres, la paix et la prospérité mondiales sont enfin à nos portes! (mp)

## Des diverses formes du faux pas

L'ancien président Clinton fait campagne pour sa femme. Quoi de plus naturel?

Mais, du coup, il s'expose forcément à tenir de temps à autre des propos quelque peu musclés.

Il paraît qu'il s'en est pris récemment à la réforme de l'assurance maladie concoctée et imposée par le président Obama, qui est pourtant du même bord que lui, apportant ainsi de l'eau au moulin de l'adversaire de sa douce moitié – Donald Trump aurait annoncé son intention d'abroger ladite réforme s'il était élu.

Qu'il ait ou non raison sur le fond ne m'intéresse pas ici. Ce qui m'amuse, c'est que ce qu'il faut bien considérer comme un faux pas a été qualifié par les auteurs du communiqué de presse qui relatait l'affaire de «gaffe supposée». En outre, une «experte» explique sans s'émouvoir que «de temps en temps, [Clinton] dit quelque chose qu'il ne devrait pas».

Les «dérapages», c'est bon pour Donald Trump. (*mp*)

## Encore l'harmonisation

Contre l'avis du Conseil fédéral, le Conseil des Etats et le Conseil national veulent forcer les cantons à harmoniser l'exécution des peines frappant les criminels dangereux, car, ô horreur, il existe des disparités entre cantons.

Pourtant, il existe trois concordats cantonaux d'exécution des peines et, de l'aveu même du Conseil fédéral, qui rappelle en passant que les cantons sont responsables de ladite exécution, ces derniers ont pris très au sérieux les problèmes posés par les criminels dangereux.

Mais ce n'est apparemment pas suffisant pour le Conseil des Etats qui, après le Conseil national, a adopté une motion visant à forcer la main de ces cantons aussi négligents qu'incompétents.

A ce qu'on nous dit, «le Conseil des Etats se félicite que les cantons aient déjà eux-mêmes avancé sur la voie de l'harmonisation. Il s'agit toutefois de leur montrer qu'on les aide dans leurs efforts et de trouver rapidement des solutions»<sup>1</sup>.

Quel insupportable paternalisme! Quelle détestable suffisance! (*mp*)

<sup>1</sup> <http://www.24heures.ch/suisse/criminels-dangereux-pression-cantons/story/25256338>

## Presse en danger

Un groupe parlementaire baptisé *Journalisme et démocratie* s'est créé récemment à Berne avec la bénédiction du chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication Doris Leuthard. Le premier veut «s'engager pour les journalistes». La seconde «constate que les journalistes n'ont plus le temps d'exercer leur métier de manière sérieuse»<sup>1</sup>.

Les journalistes n'exercent pas leur métier de manière sérieuse? En voilà une découverte!

Le groupe parlementaire veut s'engager pour la liberté et la variété de la presse, car «les médias ont une fonction importante dans une démocratie».

Revoilà la déesse Démocratie! Ça se comprend. Pour nos parlementaires, il n'existe en dehors de la démocratie que la dictature.

La conseillère fédérale pense que l'Etat peut investir davantage dans la formation des journalistes.

Mais si c'est faute de temps que les journalistes ne font pas leur travail correctement, un surcroît de formation n'arrangera rien du tout.

En réalité, les journalistes n'exercent plus leur métier de manière sérieuse parce qu'ils se croient chargés de former l'opinion de leurs «ouailles» au lieu de leur fournir des informations objectives. Ce sont des prédicateurs laïques.

Et tous les groupes parlementaires de la terre, tous les soutiens à la formation des gens de presse n'y changeront rien. (mp)

<sup>1</sup> <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Un-groupe-parlementaire-veut-soutenir-les-journalistes-19223888>

## Provocation

«Aujourd'hui, les gares forment à la fois des plaques tournantes des transports publics et des centres de services complets dont l'importance ne cesse d'augmenter. Notre approche est dictée par les besoins des voyageurs. A ce titre, nous faisons évoluer en permanence nos gares en mettant l'accent sur la mobilité combinée.»<sup>1</sup>

C'est sûrement par souci des besoins des voyageurs et de la mobilité combinée que les CFF ont décidé de confier le Buffet de la Gare de Lausanne rénové à une chaîne de restaurants végétariens, qui sévit en Suisse allemande depuis un certain temps déjà.

Il est sans doute évident pour les CFF que tous les voyageurs qui s'arrêtent au Buffet pour y manger rapidement une assiette avant de continuer leur route sont végétariens jusqu'à la moelle.

Les dirigeants de notre compagnie ferroviaire semblent convaincus, en outre, qu'il n'y a chez les *Welsches*, ces sauvages mangeurs de viande, aucun restaurateur capable de diriger un établissement aussi important pour la santé publique que le Buffet de la Gare de Lausanne.

Il y a des jours où je me sens végétarienne au point d'avoir envie de mordre les grosses légumes qui se moquent du monde. (mp)

<sup>1</sup> <http://www.cff.ch/groupe/entreprise/organisation/immobilier/gares.html>.

\*\*\*\*\*

*Le Pamphlet*  
*Case postale 998*  
*1001 Lausanne*  
*Courriel: courrier@pamphlet.ch*  
*ccp:10-25925-4*  
*Rédacteur responsable: Mariette Paschoud*  
*ISSN 1013-5057*